

Extrait du FIDH > Les Droits de l'Homme pour Tous / Human Rights for All

<http://www.fidh.org/Guinee-l-ONU-confirme-que-le-massacre-du-28>

Guinée / ONU

Guinée : l'ONU confirme que le massacre du 28 septembre constitue un crime contre l'Humanité

- [français] - Afrique - Guinée-Conakry -
Date de mise en ligne : mardi 22 décembre 2009

Description :

A la suite du rapport de l'ONU qui confirme les crimes contre l'Humanité perpétrés par la junte au pouvoir, la FIDH et l'OGDH exhortent la communauté internationale à juger les criminels et organiser la transition politique.

FIDH > Les Droits de l'Homme pour Tous / Human Rights for All

Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) Organisation guinéenne des droits de l'Homme (OGDH)

Le rapport de la Commission d'enquête internationale sur les événements en Guinée a été transmis au Conseil de sécurité. Les conclusions de l'enquête démontrent que la junte au pouvoir a sciemment planifié et lancée le 28 septembre et les jours suivants des attaques meurtrières contre la population civile et a cherché à dissimuler ses crimes. Les trois commissaires mandatés par les Nations unies qualifient ces faits de crimes contre l'Humanité et appellent à la saisine de la Cour pénale internationale.

Le rapport de la Commission d'enquête internationale sur les événements en Guinée a été transmis au Conseil de sécurité. Les conclusions de l'enquête démontrent que la junte au pouvoir a sciemment planifié et lancée le 28 septembre et les jours suivants des attaques meurtrières contre la population civile et a cherché à dissimuler ses crimes. Les trois commissaires mandatés par les Nations unies qualifient ces faits de crimes contre l'Humanité et appellent à la saisine de la Cour pénale internationale.

La FIDH et l'OGDH qui au vu de la nature des crimes commis avaient [demandé dès le 28 septembre 2009 la création d'une telle commission d'enquête](#) et qui ont alimenté celle-ci lors de ses investigations en Guinée et au Sénégal, soutiennent ses conclusions et appellent à leur mise en oeuvre.

« C'est un rapport très positif pour nous. Il faut maintenant tout faire pour amener les responsables devant la justice. » a déclaré Thierno Maadjou SOW, président de l'OGDH, « la lutte contre l'impunité est une étape essentielle pour le rétablissement de la paix en Guinée » a-t-il ajouté ([écouter l'interview](#)).

« Le rapport des Nations unies a clairement établi que des crimes contre l'humanité ont été perpétrés en Guinée et que la justice guinéenne n'est pas en mesure de juger Dadis Camara et les autres responsables. Dans ces conditions c'est à la justice internationale de prendre le relais. La Cour pénale internationale a précisément été créée pour ce type de cas » a déclaré Mme Souhayr Belhassen, présidente de la FIDH.

Dans ces conditions la FIDH et l'OGDH appellent les acteurs politiques guinéens et la communauté internationale à organiser dans les plus brefs délais la transition politique par la mise en place d'un organe indépendant chargé d'organiser rapidement des élections transparentes, libres et crédibles.

« Le CNDD qui a les mains tachées du sang des guinéens ne peut plus rester au pouvoir » a ajouté Mme Souhayr Belhassen, « les guinéens doivent enfin pouvoir choisir leurs dirigeants librement » a-t-elle conclu.

La FIDH et l'OGDH exhortent le Conseil de sécurité des Nations unies, l'Union africaine, la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) son médiateur pour la Guinée, le président burkinabé Blaise Compaoré et l'Organisation internationale pour la francophonie à accompagner ce processus de transition politique, à assurer la sécurité et l'intégrité physique des guinéens et à garantir que les responsables des crimes commis seront équitablement jugés.